

# Etude 3



Etude juridique de la  
plateforme.



# Sommaire

---

LÉGISLATION ESPAGNOLE: Loi Organique 15/1999 du 13 décembre sur la Protection des Données à Caractère Personnel (LOPDGP).....	2
LÉGISLATION ESPAGNOLE: Loi Organique 34/2002 du 11 Juillet, sur les services de la société de l'information et du commerce électronique (LSSI).7	
LEGISLATION ESPAGNOLE: Directives et decrets royaux importants .....	8
LÉGISLATION FRANÇAISE: Loi N° 78-17, du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.....	9
LÉGISLATION FRANÇAISE: Article L1111-8 du Code de la Santé Publique (Modifié par Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 - art. 19).....	14
LEGISLATION PORTUGUAISE: Loi N°41 du 18 août (Traitement de données à caractère personnel et protection de la vie privée à l'égard des Communications Électroniques ) .....	16
LEGISLATION PORTUGUAISE: Loi N°32/2008, du 17 Juillet (Communications Electroniques).....	18
Conclusions.....	19
Références.....	20

CONTRÔLE DE VERSIONS			
Evaluation	Auteur	Date	Motif
1	José Criado SICBRAIN EUROPA SL	26/10/2011	Première version de l'Etude 3.

## Etude 3. Etude juridique de la plateforme.

---

Le but de l'étude suivante est d'analyser en profondeur le cadre juridique concernant les lois qui régissent les plateformes digitales et la gestion des bases de données associée. Le traitement des données enregistrées par les partenaires et professionnels de RESATER doit respecter la législation en vigueur dans les trois pays (Espagne, France et Portugal). L'équipe de SICBRAIN EUROPA SL a réalisé le développement de la plateforme de télémédecine en fonction de ces exigences, tout en permettant un traitement optimum de toutes les données et en leur assurant fiabilité. Etant donné que SICBRAIN EUROPA SL est l'organisme responsable de la création et du traitement de la plateforme de télémédecine, nous insisterons plus longuement sur la législation espagnole.

### ***LÉGISLATION ESPAGNOLE: Loi Organique 15/1999 du 13 décembre sur la Protection des Données à Caractère Personnel (LOPDGP).***

---

La Loi Organique 15/1999 du 13 décembre sur la Protection des Données à Caractère Personnel (LOPDGP) est la loi qui, parmi l'ensemble des textes de lois de l'Etat Espagnol concernant l'usage et la manipulation de toutes les données, s'adapte le mieux aux besoins d'une plateforme comme celle du partenariat RESATER. De fait, le champ d'application de cette loi est très étendu et ne s'applique pas seulement au traitement de données qui va être utilisé. Dans les paragraphes suivants, nous ferons part d'un *recueil d'articles* concernant la réglementation en rapport avec le traitement de données concerné. Il s'agira de parties concrètes, afin de ne pas exposer l'ensemble des articles et de leur contenus.

#### **TITRE Ier – Dispositions générales.**

##### **Article 1. Objet.**

La présente Loi Organique a pour objet de garantir, à l'égard du traitement des données personnelles, la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux des

personnes physiques, et notamment de leur honneur et de leur vie privée personnelle et familiale.

## **Article 2.      Cadre d'application.**

1.- La présente Loi Organique est applicable aux données à caractère personnel enregistrées sur support physique, les rendant susceptibles de traitement, et à toute modalité d'utilisation postérieure de ces données par les secteurs public et privé.

Tout traitement de données à caractère personnel est régi par la présente loi organique:

- a). Lorsque le traitement est réalisé sur le territoire espagnol dans le cadre des activités d'un établissement du responsable du traitement.
- b). Lorsque le responsable du traitement non établi sur le territoire espagnol est tenu de faire application de la législation espagnole en application des normes de droit international public.

## **Article 3.      Définitions.**

Aux fins de la présente Loi Organique, il s'entend par:

- a). Données à caractère personnel: toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable.
- b). Fichier: tout ensemble structuré de données à caractère personnel, quel que soit la forme ou la modalité de création, enregistrement, organisation et accès.
- c). Traitement de données: toute opération et procédure technique à caractère informatisé ou non, permettant la collecte, l'enregistrement, la conservation, l'élaboration, la modification, le verrouillage et l'annulation, ainsi que les cessions de données résultant de communications, consultations, interconnexions et transferts.
- d). Responsable du fichier ou du traitement: toute personne physique ou morale, de nature publique ou privée, ou tout organe administratif, statuant sur la finalité, le contenu et l'utilisation du traitement.
- e). Personne concernée ou intéressé: toute personne physique titulaire des données objet du traitement auquel se réfère le point c) du présent article.

- f). Procédure de dissociation: tout traitement de données à caractère personnel dont l'information obtenue ne peut être associée à une personne identifiée ou identifiable.
- g). Personne chargée du traitement de données: la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui traite, seul ou conjointement avec d'autres, des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement.
- h). Consentement de l'intéressé: toute manifestation de volonté, libre et sans équivoque, spécifique et éclairée, à travers laquelle l'intéressé consent au traitement des données personnelles qui le concernent.
- i). Cession ou communication de données: toute divulgation de données réalisée à une personne autre que l'intéressé.
- j). Sources accessibles au public: fichiers dont la consultation peut être réalisée par toute personne, non empêchée par une norme limitative ou sans autre obligation que celle de verser, une contrepartie.

## **TITRE II – Principes de la protection des données.**

### **Article 4. Qualité des données.**

- 2.- Les données à caractère personnel objet de traitement ne peuvent pas être utilisées de manière incompatible avec les finalités pour lesquelles les données auront été collectées.
- 3.- Les données à caractère personnel doivent être exactes et mises à jour de manière à répondre avec exactitude à la situation actuelle de la personne concernée.
- 5.- Les données à caractère personnel doivent être supprimées lorsqu'elles ne sont plus nécessaires ou pertinentes pour les finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou enregistrées.
- 6.- Les données à caractère personnel sont enregistrées de manière à permettre l'exercice du droit d'accès, sous réserve de ne pas avoir été légalement annulées.

### **Article 6. Consentement de la personne concernée.**

- 1.- Le traitement des données à caractère personnel requiert le consentement sans équivoque de l'intéressé, sauf si la loi en dispose autrement.

#### **Article 8. Données relatives à la santé.**

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 11 concernant la cession, les institutions et les centres de santé publics et privés, et les professionnels correspondants peuvent procéder au traitement des données à caractère personnel relatifs à la santé des personnes qui s'y rendent ou doivent être traitées par lesdits centres, conformément aux dispositions prévues dans la législation de l'Etat ou des Communautés Autonomes en matière de santé.

#### **Article 9. Sécurité des données.**

1.- Le responsable du fichier, et le cas échéant, la personne chargée du traitement doit adopter les mesures nécessaires d'organisation et d'ordre technique de manière à garantir la sécurité des données à caractère personnel, et éviter leur modification, perte, traitement et accès non autorisé, compte tenu de l'état de la technologie, de la nature des données enregistrées et les risques auxquels elles sont exposées, liés soit à l'action humaine soit au milieu physique ou naturel.

2.- Les données à caractère personnel ne peuvent pas être enregistrées dans des fichiers ne remplissant pas les conditions fixées par voie réglementaire concernant leur intégrité et leur sécurité et aux conditions s'appliquant aux centres de traitement, locaux, équipements, systèmes et programmes.

#### **Article 10. Devoir de confidentialité.**

Le responsable du fichier et ceux intervenant dans toute phase du traitement des données à caractère personnel sont tenus au secret professionnel concernant ces données ainsi qu'au devoir de les conserver, obligations qui sont maintenues au terme des relations avec le titulaire du fichier ou, le cas échéant, avec le responsable de celui-ci.

### **TITRE III – Droits des personnes.**

#### **Article 15. Droit d'accès.**

1.- L'intéressé peut demander et obtenir gratuitement les informations concernant ses données à caractère personnel objet de traitement, leur origine, ainsi que les communications faites ou qui sont prévues d'être faites de celles-ci.

**Article 16. Droit de rectification et d'annulation.**

1.- Le responsable du traitement a l'obligation de rendre effectif le droit de rectification ou d'annulation de l'intéressé dans un délai de dix jours.

**TITRE IV – Dispositions sectorielles, Fichier privés**

**Article 25. Création.**

Il peut être créé des fichiers privés contenant des données à caractère personnel dans les cas nécessaires à l'accomplissement de l'activité ou de l'objet légitimes de la personne, de l'entreprise ou de l'organisme titulaire et aux fins du respect des garanties prévues par la présente loi pour la protection des personnes.

**TITRE V – Flux international de données**

**Article 33. Norme générale.**

1.- Il ne peut être procédé à des transferts temporels ni définitifs lorsque les données à caractère personnel ont fait l'objet de traitement ou ont été collectées pour être soumises audit traitement dans des pays n'assurant pas un niveau de protection comparable à celui de la présente loi, sauf si, sous réserve du respect des dispositions qui y sont prévues, il est obtenu une autorisation préalable du directeur de l'Agence de protection des données, lequel ne peut l'accorder que si les garanties appropriées sont obtenues.

**Article 34. Exceptions.**

Les dispositions visées dans l'article précédent ne sont pas applicables:

- a). Lorsque le transfert international de données à caractère personnel s'effectue en vertu de traités ou de conventions dont l'Espagne est signataire.
- e). Lorsque la personne concernée a donné son consentement sans équivoque au transfert prévu.

***LÉGISLATION ESPAGNOLE: Loi Organique 34/2002  
du 11 Juillet, sur les services de la société de  
l'information et du commerce électronique (LSSI).***

---

La présente loi transpose la directive 2000/31/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin, relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information. L'ensemble de la plateforme du partenariat RESATER, réglementé par l'ordonnancement juridique concernant le régime du "commerce électronique" sur le traitement de données, est également repris par cette législation. Nous citerons par conséquent les points principaux de cette loi et nous transcrivons l'intégralité de celle-ci en annexe.

**TITRE I – Dispositions générales**

**Article 1.      Objet.**

1.- Le contrôle du régime juridique des services de la société de l'information et de la passation de marchés par voie électronique fait l'objet de la présente loi, et traite des obligations des prestataires de services agissant comme intermédiaires dans la transmission de contenus par les réseaux de télécommunications, les communications commerciales par voie électronique, l'information préalable et postérieure à la passations de marchés électroniques, les conditions relatives à leur validité et efficacité et le régime de sanctions applicable aux prestataires de services de la société de l'information.

**Article 2.      Prestataires de services installés en Espagne.**

1.- Cette loi s'applique aux prestataires de services de la société de l'information installés en Espagne et aux services qu'ils fournissent.

4.- Les prestataires de services de la société de l'information installés en Espagne sont soumis au champ d'application de l'ordonnancement juridique espagnol, en fonction de l'activité qu'ils exercent, indépendamment des supports électroniques utilisés pour la réalisation de leur activité.



## **TITRE II – Prestation de services de la société de l'information.**

### **Article 7. Principe de libre prestation de services.**

1.- La prestation de services de l'information effectuée par un prestataire installé dans un état membre de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen est soumise au régime de libre prestation de services, et sans aucun type de restrictions pour des raisons dérivant du cadre normatif coordonné.

### **Article 13. Responsabilité des prestataires de service de la société de l'information.**

1.- Les prestataires de services de la société de l'information sont soumis à la responsabilité civile, pénale et administrative de droit commun, sous réserve des dispositions de la présente loi.

## ***LEGISLATION ESPAGNOLE: Directives et decretos royaux importants***

---

**Directive 95/46/CE du parlement européen et du conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques concernant le traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données.**

Dans l'article 1 de cette directive, il est établi que les états membres assurent, conformément à la présente directive, la protection des libertés et des droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée, à l'égard du traitement des données à caractère personnel, se référant principalement à la réglementation des données à caractère personnel et à leur traitement (collecte, enregistrement, organisation, conservation, élaboration ou modification, extraction, consultation, utilisation et communication par transmission).

Le champ d'application de la présente directive (article 3) s'applique au traitement de données à caractère personnel, automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier.

**Décret Royal 994/9 du 11 juin, adoptant la réglementation concernant les mesures de sécurité des fichiers informatisés contenant des données à caractère personnel.**

Le premier article expose le champ d'application et la finalité dudit décret: " Le présent règlement a pour objet d'établir les mesures nécessaires d'organisation et d'ordre technique de manière à garantir la sécurité des fichiers informatisés, des centres de traitement, locaux, équipements, systèmes, programmes et des personnes intervenant dans le traitement informatisé des données à caractère personnel soumis au régime de la loi organique 5/1992 du 29 octobre, sur la Réglementation du Traitement Automatisé des Données à caractère personnel". Concernant cette réglementation et en accord avec la législation traitée les notions suivantes sont définies : système d'information, utilisateur, ressource, accès autorisé, identification, authentification, contrôle d'accès, mot de passe, support, responsable de la sécurité et copie de sécurité.

Ce Décret Royal est également important pour l'Etude 4 concernant la sécurité de la plateforme, car il aborde la sécurité des fichiers informatisés.

**Décret Royal 1332/94 du 20 juin, abordant certaines dispositions de la Loi Organique.**

Ce Décret Royal aborde certains aspects de la Loi Organique 5/1992 du 29 octobre sur la réglementation du traitement automatisé de données à caractère personnel. Cette Loi permet notamment au Gouvernement, dans sa première disposition finale, de dicter les dispositions nécessaires pour le développement et l'application de cette loi, et lui octroie également des pouvoirs lui permettant de réguler par voie réglementaire certains aspects déterminés, généralement d'ordre procédural, concernant l'exercice des droits d'accès, de rectification et d'annulation, les démarches pour dénoncer des procédures contraires à la Loi face à l'Agence de Protection des Données, la notification et l'inscription des fichiers automatisés de données, la procédure de définition des infractions et l'imposition des sanctions.

***LÉGISLATION FRANÇAISE: Loi N° 78-17, du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.***

---

Cette loi évoque à travers ses 70 articles, les principales dispositions du cadre juridique et législatif français. Le respect de ces dispositions est obligatoire pour une bonne utilisation

du traitement de données sur la plateforme du partenariat RESATER. Nous citerons, tout comme pour la loi LOPDCD espagnole, quelques passages significatifs de cette loi française très importante, faisant référence au cas concret qui nous intéresse. Vous trouverez cette loi dans son intégralité en annexe de cette étude. Aussi, la sélection d'articles que nous proposons ci-dessous tente de résumer l'amplitude de cette disposition.

## **CHAPITRE I – Principes et définitions.**

### **Article 1.**

L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

### **Article 2.**

La présente loi s'applique aux traitements automatisés de données à caractère personnel, ainsi qu'aux traitements non automatisés de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans des fichiers.

### **Article 3.**

1.- Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.

2. - Le destinataire d'un traitement de données à caractère personnel est toute personne habilitée à recevoir communication de ces données autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, en raison de leurs fonctions, sont chargées de traiter les données. Toutefois, les autorités légalement habilitées, dans le cadre d'une mission particulière ou de l'exercice d'un droit de communication, à demander au responsable du traitement de leur communiquer des données à caractère personnel ne constituent pas des destinataires.

## **CHAPITRE II – Conditions de licéité de traitement de données à caractère personnel**

### **Article 6.**

Un traitement ne peut porter que sur des données à caractère personnel qui satisfont aux conditions suivantes:

2.- Elles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.

3.- Elles sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs.

5.- Elles sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées.

### **CHAPITRE III – La Comisión Nacional de l'Informatique et des Libertés**

La Commission nationale de l'informatique et des libertés est une autorité administrative indépendante. Elle exerce les missions suivantes :

- Elle informe toutes les personnes concernées et tous les responsables de traitements de leurs droits et obligations.
- Elle veille à ce que les traitements de données à caractère personnel soient mis en œuvre conformément aux dispositions de la présente loi.

Les articles 11 à 21, font références aux responsabilités de cette commission, ainsi qu'aux membres qui la composent et aux compétences de chacun d'entre eux.

### **CHAPITRE V – Obligations incombant aux responsables de traitements et de droits des personnes**

#### **Sección 1 : obligations incombant aux responsables de traitements.**

#### **Article 32.**

Modifié par l'ordonnance n°2011-1012 du 24/08/2011

1. - La personne auprès de laquelle sont recueillies des données à caractère personnel la concernant est informée, sauf si elle l'a été au préalable, par le responsable du traitement ou son représentant :

De l'identité du responsable du traitement et, le cas échéant, de celle de son représentant ;

De la finalité poursuivie par le traitement auquel les données sont destinées ;

Du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;

#### **Article 34.**

Le responsable du traitement est tenu de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

### **CHAPITRE IX – Traitements de données à caractère personnel ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé**

#### **Article 53.**

Les traitements de données à caractère personnel ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé sont soumis aux dispositions de la présente loi, à l'exception des articles 23 à 26, 32 et 38.

Les traitements de données ayant pour fin le suivi thérapeutique ou médical individuel des patients ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre. Il en va de même des traitements permettant d'effectuer des études à partir des données ainsi recueillies si ces études sont réalisées par les personnels assurant ce suivi et destinées à leur usage exclusif.

#### **Article 55.**

Nonobstant les règles relatives au secret professionnel, les membres des professions de santé peuvent transmettre les données à caractère personnel qu'ils détiennent dans le cadre d'un traitement de données autorisé en application de l'article 53.

#### **Article 57.**

Les personnes auprès desquelles sont recueillies des données à caractère personnel ou à propos desquelles de telles données sont transmises sont, avant le début du traitement de ces données, individuellement informées:

De la nature des informations transmises ;.

De la finalité du traitement de données.

Des personnes physiques ou morales destinataires des données.

Du droit d'accès et de rectification institué aux articles 39 et 40.

## **CHAPITRE X. Traitements de données à caractère personnel à des fins d'évaluation ou d'analyse des pratiques ou des activités de soins et de prévention.**

### **Article 62.**

Les traitements de données de santé à caractère personnel qui ont pour fin l'évaluation des pratiques de soins et de prévention sont autorisés dans les conditions prévues au présent chapitre. Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent ni aux traitements de données à caractère personnel effectuées à des fins de remboursement ou de contrôle par les organismes chargés de la gestion d'un régime de base d'assurance maladie, ni aux traitements effectués au sein des établissements de santé par les médecins responsables de l'information médicale dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 6113-7 du code de la santé publique.

### **Article 63.**

Les données issues des systèmes d'information visés à l'article L. 6113-7 du code de la santé publique, celles issues des dossiers médicaux détenus dans le cadre de l'exercice libéral des professions de santé, ainsi que celles issues des systèmes d'information des caisses d'assurance maladie, ne peuvent être communiquées à des fins statistiques d'évaluation ou d'analyse des pratiques et des activités de soins et de prévention que sous la forme de statistiques agrégées ou de données par patient constituées de telle sorte que les personnes concernées ne puissent être identifiées.

Il ne peut être dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent que sur autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues aux articles 64 à 66. Dans ce cas, les données utilisées ne comportent ni le nom, ni le prénom des personnes, ni leur numéro d'inscription au Répertoire national d'identification des personnes physiques.

***LÉGISLATION FRANÇAISE: Article L1111-8 du Code de la Santé Publique (Modifié par Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 - art. 19)***

---

L'article L1111-8 du Code de la Santé Publique fait référence de manière concrète au traitement de données utilisé sur la plateforme du partenariat RESATER et son importance pour les professionnels et les patients. C'est pourquoi, nous citerons plusieurs alinéas caractéristiques de cette loi, venant compléter la principale loi de l'Etat français relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés.

Selon cet article, les professionnels de santé ou les établissements de santé ou la personne concernée peuvent déposer des données de santé à caractère personnel, recueillies ou produites à l'occasion des activités de prévention, de diagnostic ou de soins, auprès de personnes physiques ou morales agréées à cet effet. Cet hébergement de données, quel qu'en soit le support, papier ou informatique, ne peut avoir lieu qu'avec le consentement exprès de la personne concernée.

Les traitements de données de santé à caractère personnel que nécessite l'hébergement prévu au premier alinéa, quel qu'en soit le support, papier ou informatique, doivent être réalisés dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. La prestation d'hébergement, quel qu'en soit le support, fait l'objet d'un contrat. Lorsque cet hébergement est à l'initiative d'un professionnel de santé ou d'un établissement de santé, le contrat prévoit que l'hébergement des données, les modalités d'accès à celles-ci et leurs modalités de transmission sont subordonnées à l'accord de la personne concernée.

La détention et le traitement sur des supports informatiques de données de santé à caractère personnel par des professionnels de santé, des établissements de santé ou des hébergeurs de données de santé à caractère personnel sont subordonnés à l'utilisation de systèmes d'information conformes aux prescriptions adoptées en application de l'article L. 1110-4 et aux référentiels d'interopérabilité et de sécurité arrêtés par le ministre chargé de la santé après avis du groupement mentionné à l'article L. 1111-24.

Les conditions d'agrément des hébergeurs des données, quel qu'en soit le support, sont fixées par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et des conseils de l'ordre des professions de santé.

Les professionnels et établissements de santé peuvent, par dérogation aux dispositions de la dernière phrase des deux premiers alinéas du présent article, utiliser leurs propres systèmes ou des systèmes appartenant à des hébergeurs agréés, sans le consentement exprès de la personne concernée dès lors que l'accès aux données détenues est limité au professionnel de santé ou à l'établissement de santé qui les a déposées, ainsi qu'à la personne concernée dans les conditions prévues par l'article L. 1111-7.

Seuls peuvent accéder aux données ayant fait l'objet d'un hébergement les personnes que celles-ci concernent et les professionnels de santé ou établissements de santé qui les prennent en charge et qui sont désignés par les personnes concernées, selon des modalités fixées dans le contrat prévu au deuxième alinéa, dans le respect des dispositions des articles L. 1110-4 et L. 1111-7.



**LEGISLATION PORTUGAISE: Loi N°41 du 18 août  
(Traitement de données à caractère personnel et  
protection de la vie privée à l'égard des  
Communications Électroniques )**

---

Il s'agit de la principale loi portugaise concernant le traitement de données à caractère personnel à laquelle nous devons avoir recours pour utiliser la plateforme RESATER. Cette loi, ainsi que la Loi Organique sur la Protection de Données à Caractère Personnel (Espagne) et la Loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés (France), constituent le cadre législatif principal de la plateforme du partenariat.

Le premier article de la Loi N°41 du 18 août expose plus précisément les objectifs et le cadre d'application de celle-ci, et concerne notamment le traitement de données à caractère personnel des services de communications. Tout ceci rentre dans les dispositions de la **Loi 67/98 du 26 Octobre (Loi de Protection de Données à Caractère Personnel)**. Cette loi est la plus importante parmi celles concernant les données à caractère personnel enregistrées. Cependant, étant donnée sa similitude avec la législation espagnole, cette étude sur la loi portugaise portera principalement sur la Loi de traitement de données à caractère personnel et sur la protection de la vie privée à l'égard des Communications Électroniques.

## **CHAPITRE II. Sécurité et confidentialité**

### **Article 3. Sécurité.**

1.- Les entreprises qui offrent des réseaux et des services de communications électroniques se doivent de collaborer entre elles afin d'adopter les mesures nécessaires d'organisation et d'ordre technique de manière à garantir la sécurité des services offerts, et si besoin est, de la propre sécurité du réseau.

### **Article 5. Conservation des données et accès à l'information.**

1.- L'utilisation des réseaux de communications électroniques pour le stockage de l'information ou pour accéder à l'information stockée dans le terminal d'un abonné ou d'un utilisateur est autorisé sous réserve des conditions suivantes:

- le souscripteur ou utilisateur dispose de toute l'information nécessaire à cet accès, et est informé de la finalité du traitement de données conformément à la Loi sur la Protection des Données à Caractère Personnel.

- L'abonné/utilisateur a le droit de s'opposer au traitement de l'information.

#### **Article 6. Les données de trafic.**

1.- Nonobstant ce qui est stipulé dans les deux alinéas suivants concernant les données de trafic sur les abonnés et utilisateurs, les données qui sont traitées par les entreprises qui offrent des réseaux et/ou services de communications électroniques, doivent être effacées ou rendues anonymes lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à la transmission d'une communication.

4.- Les entreprises qui fournissent des services de communications électroniques peuvent traiter les données citées dans le paragraphe (1.-) dans la mesure et pour la durée nécessaires à la fourniture d'un service à valeur ajoutée.

### **CHAPITRE IV. Dispositions finales et transitoires**

#### **Article 17. Caractéristiques techniques et normalisation.**

1.- L'application des dispositions de cette loi donne lieu à la mise en place d'exigences techniques spécifiques des équipements terminaux de traitement de données et autres équipements de communications électroniques pouvant empêcher la circulation de ces équipements dans les pays de l'Union Européenne.

2.- Les exceptions concernant les dispositions du paragraphe précédent sur les caractéristiques techniques spécifiques nécessaires pour l'application de cette loi sont communiquées à la Commission Européenne selon les procédures établies dans le Décret-Loi N° 58/2000 du 18 avril.

**LEGISLATION PORTUGUAISE: Loi N°32/2008, du 17  
Juillet (Communications Electroniques).**

---

**Article 1.      Objet.**

1.- Cette Loi réglemente le stockage et la transmission des données de trafic et de localisation des personnes physiques et morales, ainsi que les données nécessaires à l'identification de l'abonné ou utilisateur enregistré, à des fins de recherche, de détection et de poursuite d'infractions pénales par les autorités compétentes, pour la transposition au droit national de la directive N° 2006/24/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mars, relative à la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communication, et modifiant la directive N° 2002/58/CE, du Parlement Européen et du Conseil du 12 juin, relative au traitement des données personnelles et à la protection de la vie privée du secteur des communications électroniques.

**Article 3.      Finalité de traitement.**

1.- Le stockage et la transmission de données a pour but la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales par les autorités compétentes.

**Article 10.      Conditions techniques pour la transmission de données.**

La transmission de données pour les catégories spécifiées dans l'article 4 se fera par communication électronique, en respectant les conditions techniques de sécurité prévues dans le troisième alinéa de l'article 7.

Le **Décret-Loi N°122/2000 du 4 Juillet (Protection juridique des bases de données)**, est également très important dans la législation portugaise et fait référence à la manipulation des fichiers et bases de données. Aussi, il existe une législation très intéressante dans le cadre juridique européen:

## **Directive N° 96/9/CE du Parlement Européen et du Conseil du 11 mars 1996, sur la protection juridique des bases de données.**

Cette directive concerne la protection juridique des bases de données, quelles que soient leurs formes. Aux fins de la présente directive, on entend par «base de données»: un recueil d'oeuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière.

Un des aspects les plus importants est celui de l'Article 8, concernant les *Droits et obligations de l'utilisateur légitime*, citant ce qui suit: "Le fabricant d'une base de données qui est mise à la disposition du public de quelque manière que ce soit ne peut empêcher l'utilisateur légitime de cette base d'extraire et/ou de réutiliser des parties non substantielles de son contenu, évaluées de façon qualitative ou quantitative, à quelque fin que ce soit".

### **Conclusions**

---

Cette étude 3, concernant la législation au niveau européen et plus précisément en Espagne, en France et au Portugal, traite des différents cadres légaux qui existent sur ces trois pays et tente de les homogénéiser. Cette exposition d'articles et dispositions fait référence au traitement de données des bases de données (applicable sur la plateforme RESATER et à son environnement), aux procédures informatiques et technologiques dérivées de cette manipulation et à la dérivation de responsabilités qui existent dans les différents cas de figure abordés.

L'ensemble des lois citées est régi par un unique cadre de législation européen, favorisant ainsi la cohésion entre les différentes réglementations exposées. La **Loi Organique 15/1999 du 13 Décembre sur la Protection des Données à Caractère Personnel (LOPDGP)** ressort comme la législation principale en Espagne, la **Loi N° 78-17, du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, les fichiers et les libertés** en France, et la **Loi N°41 du 18 août (Traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée à l'égard des Communications Electroniques)** au Portugal. Elles renforcent toutes le caractère international de la plateforme RESATER, la dotant d'une grande confiabilité juridique en ce qui le traitement des données générées à l'intérieur de celle-ci.

## Références

---

- [1] <http://www.europa.eu>
- [2] <http://www.wipo.int>
- [3] Loi Organique 15/1999 du 13 décembre sur la Protection des Données à Caractère Personnel (LOPDGP).(En annexe)
- [4] Loi Organique 34/2002 du 11 Juillet, sur les services de la société de l'information et du commerce électronique (LSSI). (En annexe)
- [5] Directive 95/46/CE du parlement européen et du conseil du 24 octobre 1995 relatif à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. (En annexe)
- [6] Décret Royal 994/99 du 11 juin, adoptant la réglementation concernant les mesures de sécurité des fichiers automatisés qui contiennent des données à caractère personnel. ( En annexe)
- [7] Décret Royal 1332/94 du 20 juin, développant certains points de la Loi Organique . (En annexe)
- [8] Loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (En annexe)
- [9] Article L1111-8 du Code de la Santé Publique (Modifié par l'ordonnance n° 2010-177 du 20 février, article 19). (En annexe)
- [10] Loi N°41 du 18 août (Traitement de données à caractère personnel et sur la protection de la vie privée à l'égard des Communications Electroniques). (En annexe)
- [11] Loi N°32/2008 du 17 Juillet (Communications Electroniques). (En annexe)
- [12] Décret-Loi N° 122/2000 du 4 Juillet (Protection juridique des bases de données). (En annexe)
- [13] Directive N° 96/9/CE du Parlement Européen et du Conseil, du 11 mars 1996, sur la protection juridique des bases de données. (En annexe)